



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPÔTS PÉTROLIERS de la HAUTE SEINE

99 avenue de la seine
77000 La Rochette

Références : E/24-2157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement ENTREPÔTS PÉTROLIERS de la HAUTE SEINE implanté 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPÔTS PÉTROLIERS de la HAUTE SEINE
- 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette
- Code AIOT : 0006502414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ENTREPÔTS PÉTROLIERS DE LA HAUTE SEINE (EPHS) exploite un dépôt de liquides inflammables en bordure de Seine, sur le territoire de la commune de LA ROCHETTE (77 000),

depuis 1958.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 3 rubriques de la nomenclature: 4734, 1434 et 2175.

L'établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » par application de la règle du dépassement direct du seuil bas de la rubrique 4734, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Anciennement classé SEVESO seuil-haut, le dépôt a été déclassé en janvier 2010 à la suite d'une réduction importante de ses capacités de stockage d'hydrocarbures (pétrole brut, fioul et gasoil), le volume maximal autorisé passant de 26 000 m³ à 8 249 m³. Ce changement de régime administratif a été acté par arrêté préfectoral n°10/DAIDD/IC/020 du 15 janvier 2010.

Entre fin 2009 et le début 2012, 10 des 18 bacs ont été utilisés à des fins de stockage de produits liquides non classés (huile de colza) et un bac a été utilisé pour le stockage de solution azotée en quantité inférieure à 500 m³ (seuil de la déclaration pour le stockage d'engrais liquide).

Par la suite, l'exploitant a souhaité exploiter 11 des 18 bacs du dépôt avec de la solution azotée pour une capacité maximale de 17 391 m³.

Deux autorisations temporaires d'exploiter ont été délivrées en 2012 (AP n°2012/DCSE/IC/027 et AP n°2012/DCSE/IC/079), suivies d'une demande pérenne d'autorisation d'exploiter qui a conduit à la prise de l'arrêté préfectoral en vigueur n°13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

En synthèse, le dépôt est constitué de 18 réservoirs aériens. Selon l'activité, des produits non classés peuvent également être stockés dans les bacs (huile de colza).

Le site dispose de 6 postes de chargement et d'un poste de réception par camions citernes ainsi qu'un poste de chargement/déchargement par voie fluviale (6 canalisations, dont 3 dédiées aux SOLAZE).

Pour le transfert des produits depuis le quai de Seine, le pompage est effectué au moyen des pompes installées à bord des péniches ou convois.

Thèmes de l'inspection :

- **Suite des inspections précédentes (02/03/2023 et 23/02/2024) :**
 - Eaux de surface
 - Eaux souterraines
 - Équipements sous pression
 - Plans d'urgence
 - Vieillessement (AM du 04/10/2010)
 - Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des émissions industrielles aqueuses	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4 et 54-6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Transmission des résultats de l'autosurveillance aqueuse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.3.8.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
7	Propreté et gestion des déchets du site	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
8	État initial et programme d'inspection des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Entretien des dispositifs de rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article I-22-2-1	/	Demande d'action corrective	1 mois
10	Modalités de stockage et d'étiquetage des substances et déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
17	Arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Éclairage et signalisation	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
19	Opérations de chargement-déchargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
21	Consignes	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 21-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
22	Chargement-déchargement par voie fluviale ou maritime	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
23	Risques de fuites	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
24	Inspection périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
26	Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle et suivi du décanteur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Organisation et isolement des réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Protection contre les inondations	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Surveillance et détection des zones présentant des risques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	État des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/07/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Déclaration et rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
20	Perte de confinement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
25	Gestion des déchets liés à l'incident	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 51	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
27	Mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 06/03/2024, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des points non soldés des inspections précédentes ont pu être levés, ce qui dénote une volonté de mise en conformité du site et d'un meilleur suivi de l'entretien des installations par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle et suivi du décanteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4
Thème(s) : Risques chroniques, Décanteurs/séparateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an. [...]</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230302-1 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>Le décanteur n'est pas vidangé (éléments surnageants et boues) et curé au moins une fois par an.</i></p> <p><u>Observation n°20230302-1 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>Il convient que l'exploitant se conforme à ce qu'il prévoit dans ses procédures, ne devant pas être plus souples que les dispositions prévues par la réglementation. En l'occurrence, le curage/nettoyage du décanteur est prévu semestriellement par la procédure "ENV05", l'exploitant doit donc s'y conformer ou revoir la périodicité fixée dans sa procédure sans que celle-ci soit inférieure à une fois par an.</i></p> <p><u>Observation n°20230302-2 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>Il convient que l'exploitant prévoit un suivi de la vidange/curage du décanteur et un suivi des contrôles réalisés sur le décanteur dans sa procédure ENV05.</i></p> <p><u>Observation n°20230302-3 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure précisant qu'un contrôle du décanteur doit être effectué de façon semestrielle.</i></p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la réalisation, en mars et novembre 2023, de deux opérations de curage et nettoyage du décanteur. Il précise également que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un contrat de nettoyage et de curage du décanteur a été signé avec deux entreprises pour les années 2024 et 2025 avec deux interventions annuelles ;- Une fiche de procédure relative au nettoyage du décanteur a été élaborée (fiche ENV05). <p>Sur la fiche procédure ENV05, l'inspection constate la mention de contrôle semestriel ainsi que de 2 interventions annuelles de curage et nettoyage du décanteur.</p> <p>Des consignes propres à l'intervention du prestataire sont précisées sur la fiche.</p> <p>La fiche de suivi du décanteur a été consultée par l'inspection et présentait des interventions sur le décanteur à des fréquences conformes à la réglementation et à la procédure ENV05.</p>

=> La non-conformité n°20230302-1 et les observations n°20230302-1, n°20230302-2 et n°20230302-3 de l'inspection du 02/03/2023 sont levées.

Non-conformité n°20230302-2 de l'inspection du 02/03/2023 : L'obturateur automatique n'est pas fonctionnel.

L'exploitant a contractualisé, avec une société extérieure, la maintenance et le contrôle annuel de l'obturateur du décanteur.

La procédure ENV-05 a été modifiée pour intégrer le contrôle annuel et la maintenance de l'obturateur.

Le rapport de la dernière intervention relative au contrôle de l'obturateur en date du 20 mars 2023 ne présentaient aucune anomalie.

=> La non-conformité n°20230302-2 de l'inspection du 02/03/2023 est levée.

Remarque 20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 : Plus généralement, les fiches de suivi mises en place pour l'ensemble des actes de maintenance et d'entretien le sont au format Excel et conservées au seul format numérique. Ces fiches informatiques ne sont pas de nature à satisfaire l'Inspection des Installations Classées car elles sont modifiables à volonté et ne portent pas la signature des agents du dépôt effectuant les actes de maintenance.

L'exploitant consigne bien le suivi des opérations dans un fichier numérique distinct présenté en séance pour l'ensemble de ses équipements.

L'inspection lui recommande de mentionner l'existence de ce fichier de suivi dans ses fiches de procédures.

=> La remarque 20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public d'adduction de la commune de LA ROCHETTE Prélèvement maximal annuel (m³) : 700</p> <p>Par ailleurs, les prélèvements d'eau dans la Seine sont autorisés à des fins de lutte contre l'incendie ou d'exercice.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230302-3 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>Les prélèvements d'eau dans la Seine ne sont pas autorisés à l'exception de ceux destinés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices. En conclusion de ce constat, l'exploitant arrêtera immédiatement ses prélèvements en Seine, non destinés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices et utilisera l'eau issue du réseau public d'adduction de la commune de La Rochette en remplacement, conformément aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013. Dans le cas où il souhaiterait prélever de l'eau de Seine à d'autres fins que celles précédemment citées, il déposera un porter à connaissance. Dans l'attente de l'instruction et de l'autorisation de ce nouveau prélèvement en Seine, celui-ci n'est pas autorisé.</i></p> <p>Par courrier du 13/02/2024, l'exploitant a informé l'inspection de s'être conformé aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013 pour la dilution de ses solutions azotées en cessant les prélèvements d'eau de Seine utilisés à cette fin. Il a indiqué utiliser désormais les eaux pluviales issues du traitement par le décanteur pour diluer ses solutions azotées et réserver l'eau du réseau de ville pour le nettoyage haute pression de ses installations.</p> <p>Il se réserve la possibilité de déposer un porter à connaissance pour être autorisé à procéder à des prélèvements en Seine en cas d'importants nettoyages de réservoirs.</p> <p>L'inspection rappelle la nécessité d'anticiper cette demande.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le relevé du compteur des prélèvements d'eau de Seine indiquait 33 206 m³ contre 33 204 m³ un an auparavant (au 05/01/2023), soit une différence d'utilisation de 2 m³ seulement.</p> <p>=> La non-conformité n°20230302-3 de l'inspection du 02/03/2023 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Organisation et isolement des réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux de collecte
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces documents font notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°20230302-4 de l'inspection du 02/03/2023 : Le plan des réseaux ne fait pas apparaître :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (Seine pour eau incendie et réseau public pour les autres besoins de consommation d'eau);- les secteurs collectés et les réseaux associés (uniquement eaux collectées et eaux traitées, mais sans distinction entre les eaux d'origine domestique, les eaux pluviales non souillées et les eaux susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures/solution azotée);- les ouvrages (postes de mesure ou compteurs) ;- le point de contrôle en sortie des ouvrages d'épuration interne avant rejet concernant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées;- le point de rejet des eaux domestiques.

Observation n°20230302-4 de l'inspection du 02/03/2023 : Les vannes manuelles et automatiques sont présentes sur le plan des réseaux mais ne disposent pas d'une légende associée.

Un plan des réseaux mis à jour a été transmis par l'exploitant le 13/02/2024 et complété post-inspection. L'inspection note que la légende a été actualisée et fait apparaître les regards ainsi que la localisation des vannes manuelles et automatiques.

=> La non-conformité n°20230302-4 et l'observation n°20230302-4 de l'inspection du 02/03/2023 sont levées.

Remarque 20200206-F2-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 : La traçabilité de l'entretien, du curage et du contrôle de l'étanchéité du réseau de collecte des effluents est inexistante. Cette situation ne permet pas l'inspection des installations classées de s'assurer que l'exploitant réalise les actions qu'il déclare effectuer (nature et périodicité).

L'exploitant a indiqué dans son courrier du 13/02/2024 avoir fait l'acquisition d'une caméra endoscopique qui sera utilisée a minima deux fois par an pour le contrôle de l'étanchéité du réseau de collecte et pour le contrôle de l'état des buses entre les regards de tous les réseaux de collecte et de rejets des eaux pluviales.

L'exploitant a déjà établi à cet effet, deux fiches procédures :

- la fiche ENV09 qui formalise la procédure de vérification de l'étanchéité des canalisations/vannes des réseaux de collecte des eaux des cuves et de la cour ;
- la fiche ENV11 qui formalise la vérification des buses via caméra.

En séance, l'exploitant présente son fichier de suivi du contrôle de l'étanchéité des réseaux. Ce contrôle a lieu deux fois par an.

Deux contrôles ont déjà été réalisés en 2024, le 20/02/2024 puis le 04/04/2024. Ce dernier fait suite à des travaux de réparation d'une fuite sur une buse détectée lors du premier contrôle.

=> La remarque 20200206-F2-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions industrielles aqueuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4 et 54-6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>54-4. La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 54-2 du présent arrêté. [DBO5 < 100 mg/l (si flux max journalier < 30kg/j / <30 mg/l au-delà) ; Zn < 250 µg/l si le rejet dépasse 20 g/j ; Benzène < 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j ; Toluène < 74 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j ; Xylènes < 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j]</p> <p>Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition).</p> <p>En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.</p> <p>54-6. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances « visées à l'article 54-2 du présent arrêté » ;- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;- la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). <p>A l'exception des installations dont les rejets sont uniquement liés à des opérations ponctuelles (opérations de lavage par exemple), cette surveillance intègre a minima une mesure trimestrielle de l'ensemble des polluants et paramètres identifiés dans le programme de surveillance.</p> <p>Si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier de DCO est supérieur à 300 kilogrammes en contribution nette, ou si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier d'hydrocarbures totaux est supérieur à 10</p>

kilogrammes en contribution nette, une mesure journalière ou une mesure lors de chaque épisode de rejet ponctuel est réalisée dans les rejets à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures ou sur toute la durée du rejet si il est ponctuel.

Dans le cas d'un rejet au milieu naturel, si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier de DCO est supérieur à 5 tonnes en contribution nette, ou si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier d'hydrocarbures totaux est supérieur à 20 kilogrammes en contribution nette, l'exploitant fait réaliser des mesures en aval de la zone de mélange de son rejet à une fréquence mensuelle ou annuelle dans le cas de rejets ponctuels, pour démontrer que les critères de bon état de la masse d'eau sont bien respectés à l'aval de la zone de mélange du rejet.

Constats :

Non-conformité 20200206-F2-NC-5 de l'inspection du 06/02/2020 : *L'exploitant effectue une surveillance incomplète de ses émissions industrielles aqueuses. Les prochaines analyses des effluents aqueux du site devront porter sur l'ensemble des paramètres fixés à l'article 54-2 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (NOR: DEVP1025848A) et devront être effectuées avec une fréquence au moins trimestrielle comme le requièrent les dispositions de l'article 54-6 du même arrêté.*

L'exploitant a établi deux fiches de procédures sur la surveillance de ses émissions. Une première procédure ENV07 qui prévoit l'analyse physico-chimique des polluants des eaux de surface prélevées en sortie du décanteur, telle que prévue par l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral de 2013 et selon la fréquence minimale trimestrielle prévue par l'article 54-6 de l'AM du 03/10/2010.

Post-inspection, la fiche a été actualisée pour intégrer l'ensemble des paramètres à contrôler selon l'article 54-2 de l'AM 03/10/2010 (ajout du Benzène, Toluène et Xylène.)

Le dernier contrôle du 13/12/2023 portait bien sur l'ensemble des paramètres requis.

=> La non-conformité 20200206-F2-NC-5 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

Selon l'article 54-6 ci-dessus, la fréquence de surveillance des effluents aqueux dépend du flux de DCO rejeté et/ou d'hydrocarbures totaux.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les flux associés et donc de confirmer que la fréquence de surveillance en place était adaptée.

Observation n°20240423-1 :

Il convient que l'exploitant se positionne quant à la conformité de la fréquence de surveillance de ses effluents aqueux, aujourd'hui trimestrielle, au regard de l'alinéa 3 de l'article 54-6 de l'arrêté ministériel du 03/10/10.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Transmission des résultats de l'autosurveillance aqueuse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de transmission autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors, que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p>
Constats : <p><u>Remarque 20200206-F2-R-4 de l'inspection du 06/02/2020 :</u> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées par voie numérique ses analyses de ses rejets aqueux effectuées au cours de l'année 2020.</p> <p>L'exploitant devra également mettre en place des mesures correctives afin de garantir le respect des valeurs limites d'émission. Il devra indiquer les causes des dépassements constatés et les mesures correctives associées sur ce même site internet, au moment de la déclaration des résultats d'analyses.</p> <p>L'exploitant a indiqué par courrier du 13/02/2024, la consignation de tous les résultats d'analyses sous GIDAF ce qui a été constaté par l'inspection. Les rapports des mesures de l'année 2023 ont été présentés en séance.</p> <p>Un dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les paramètres azote et nitrates a été enregistré jusqu'en mars 2023 mais depuis septembre les valeurs sont redevenues inférieures aux VLE.</p> <p>Afin de corriger ces dépassements de VLE, l'exploitant indique effectuer les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- En cas de dépassement d'une valeur (hydrocarbures principalement), l'exploitant fait réaliser un nouveau curage et nettoyage du décanteur par son prestataire, suivi d'un nouveau prélèvement et d'analyses de celui-ci par un laboratoire agréé ;- En cas de dépassement des valeurs limites du polluant azote, en plus du curage, il demande à son

prestataire de procéder au pompage des eaux azotées qu'il stocke dans des GRV.

=> La remarque 20200206-F2-R4 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

L'inspection observe que les rapports d'autosurveillance ne mentionnent pas la référence réglementaire de toutes les VLE ; seul l'AP d'exploitation de 2013 est mentionné mais pas l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Observation n°20240423-2 :

Les rapports d'autosurveillance des effluents aqueux ne mentionnent pas l'arrêté ministériel du 03/10/2010 parmi les références réglementaires des valeurs limites d'émission.

Observation n°20240423-3 :

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) constaté lors des contrôles des rejets aqueux, l'exploitant n'indique pas les causes des dépassements ni les mesures correctives associées sur GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur (cf. article 4.3.5) : N°1</p> <p>DCO : 120 mg/L MES : 35 mg/L Hydrocarbures totaux : 5 mg/L Azote global : 30 mg/L</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230302-5 de l'inspection du 02/03/2023 :</u> <i>L'exploitant ne respecte pas, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration, définies à l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral n°13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.</i></p> <p>→ <i>En conclusion de ce constat, l'exploitant mettra en œuvre les mesures nécessaires afin de supprimer tout dépassement des valeurs limites des paramètres mesurés dans les effluents aqueux, en sortie du décanteur, lorsque ces derniers sont rejetés en Seine.</i></p> <p>Comme expliqué précédemment (point de contrôle n°5 relatif à l'autosurveillance des rejets aqueux) et dans son courrier du 13/02/2024, l'exploitant indique mettre en œuvre les mesures suivantes selon les dépassements :</p> <ul style="list-style-type: none">- En cas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) liées aux hydrocarbures, il compte augmenter la fréquence des écrémages de surface du décanteur ;- En cas de dépassement des VLE liées à l'azote (fuite ou déversement dans le décanteur), il compte procéder à des repompages dans des GRV des volumes d'eaux azotées qui seront ensuite récupérées par son prestataire pour traitement. <p>L'inspection constate l'arrêt des dépassements des VLE en azote dans les analyses depuis septembre 2023.</p> <p>=> La non-conformité n°20230302-5 de l'inspection du 02/03/2023 est levée.</p> <p>L'inspection constate cependant l'absence de formalisation de ces deux consignes.</p> <p>Observation n°20240423-4 : Il convient que l'exploitant formalise les consignes qu'il met en œuvre en cas de dépassement des</p>

valeurs limites d'émission identifiés lors des contrôles des effluents aqueux en sortie du décanteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois
N° 7 : Propreté et gestion des déchets du site
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité 20121221-F6-NC-4 de l'inspection du 21/12/2012 : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires et appropriées pour limiter l'encombrement du site et maintenir les installations dans un état propre et entretenu.</u></p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé, en 2023 des tris et enlèvements d'encombrants (ferrailles et déchets industriels).</p> <p>Sur place, l'inspection a pu constater l'enlèvement de l'ancienne « épave » de camion-citerne. Depuis la dernière inspection, cinq bennes à ferraille ont été enlevées en dates des 11/09/2023, 16/11/2023, 13/12/2023, 18/01/2024 et 25/04/2024.</p> <p>Cependant de nombreux GRV (Grands Récipients pour Vrac) sont en attente d'enlèvement dans la cour principale. Ils contiennent des eaux hydrocarburées.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant tient à jour un inventaire numérique avec les bordereaux de suivi de déchets qu'il expose en séance.</p> <p>L'inspection relève néanmoins que des déchets sont présents à l'extérieur, à proximité du local chaufferie. Il convient que l'exploitant procède rapidement à leur enlèvement.</p> <p>=> La non-conformité 20121221-F6-NC-4 de l'inspection du 21/12/2012 n'est pas levée.</p> <p>Il convient que l'exploitant procède rapidement à l'enlèvement des déchets localisés à l'extérieur, à proximité du local chaufferie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : État initial et programme d'inspection des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Programmes d'inspection réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none">- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;- les règles de réalisation de l'état initial ;- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;- les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 :</u></p> <p>L'état initial et le programme d'inspection n'ont pas été établis en tenant compte de l'ensemble des recommandations des guides professionnels selon les constatations réalisées par l'inspection des installations classées.</p>

Constat de l'inspection du 02/03/2023 : La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 n'est pas levée. En effet, l'état initial et le programme d'inspection n'ont pas été établis en tenant compte de l'ensemble des recommandations des guides professionnels :

- l'état initial des équipements ne traite pas de l'ensemble des champs prévus par les arrêtés et les guides professionnels pour le dossier de suivi des équipements (date de construction, plan de construction, matériau des fondations, existence d'un revêtement interne, résultats des inspections, résultats des mesures réalisées sur les réservoirs, incidents éventuels, code de construction, date de l'essai hydraulique initial). L'absence d'information doit le cas échéant être justifiée ;
- le niveau de désordre des assises des bacs et de la cuvette de rétention n'a pas été défini selon les dispositions prévues par le guide DT92 ;
- le contenu de la visite décennale de certains bacs n'est pas défini formellement en cohérence avec le contenu prévu pour l'inspection « hors exploitation détaillée » selon l'article 29-4 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ainsi que par le guide DT94.

Point 1 :

Afin de répondre au mieux à l'état initial des équipements, l'exploitant a transmis le 13/02/2024, un document de synthèse élaboré à partir du plan de vieillissement des installations, établi en avril 2016 et réactualisé en mai 2023 qui précise pour chacun des équipements :

- réservoirs : caractéristiques, année de construction, type de revêtement interne, présence d'écran flottant ou de toit fixe, liste des équipements de sécurité, de défense et protection incendie, date de la dernière inspection décennale et calendrier de certains contrôles à venir ;
- ouvrages de génie civil (cuvettes, muret, etc..) : état des supports des canalisations, état de l'habillage des massifs, état des regards et des vannes associées ainsi que des détecteurs d'hydrocarbures, fréquence des contrôles et date du dernier contrôle...

Cependant, l'inspection a constaté que ce document ne contenait pas l'ensemble des informations requises l'arrêté ministériel du 04/10/10 et le guide professionnel DT94. Par ailleurs, l'inspection note que certaines informations du document « État des lieux » présenté lors de la précédente inspection ne sont pas reprises dans ce document supposé autoportant.

=> La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 est maintenue pour le point 1.

L'exploitant veillera à ce que l'état initial de chaque réservoir précise, lorsque ces informations existent, le type et les caractéristiques (dimensions, volume, calorifugé ou non, réchauffeur, accessoires), la date de construction et le code utilisé, le plan de construction, les matériaux de construction y compris des fondations, l'existence d'un revêtement interne, la date de l'essai hydraulique, la liste des produits stockés historiquement, les différents contrôles et réparations réalisés et à venir, les incidents. Lorsque ces informations n'existent pas, il convient de le préciser.

Point 2 :

Le contenu du contrôle annuel de la cuvette de rétention transmis le 10/02/2024, mentionne bien les désordres des ouvrages de génie civil comme demandé par le DT92.

Cependant il n'est pas indiqué le niveau des désordres c'est-à-dire D1, D2E, D2, D3 ou D3P prévu par le guide professionnel DT92 mais la nature des désordres.

=> La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 est maintenue pour le point 2.

Dans son courrier du 13/02/2024, l'exploitant a transmis les rapports des visites de routine annuelles de 2023 effectuées par l'exploitant sur chaque réservoir. Ces derniers sont enregistrés et

les plus récents (mars 2024) ont été présentés à l'inspection des installations classées en séance.
L'état comparatif du suivi entre 2023 et 2024 indique la réalisation des travaux prévus sur les bacs 53, 54 et 63 concernant les dégradations énumérées en 2023.
Les travaux de réfection des bacs 51 et 52 seront réalisés en 2024.

L'exploitant consigne le suivi des anomalies et des travaux dans un fichier. Le suivi est classé par réservoir. Un suivi analogue est effectué pour les cuves de rétention.

Les différents fichiers de suivi ont été exposés en séance.

Point 3 :

L'exploitant a recours à des prestataires différents pour la réalisation des dernières inspections décennales des bacs 51 et 52. Le dernier contrôle décennal relatif au bac 52 a été réalisé conformément au guide DT94.

Afin de réaliser l'inspection décennale du bac 62 dans les normes, l'exploitant prévoit de recourir au même prestataire que pour le bac 52.

=> La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 est maintenue pour le point 3 dans l'attente de la réalisation effective d'une visite d'inspection décennale du bac 62 conforme aux dispositions du guide DT94.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Entretien des dispositifs de rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article I-22-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des assises et rétentions
Prescription contrôlée : Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
Constats : L'exploitant indique avoir fait procéder à l'arrachage des herbes concernant la végétation et l'encombrement constaté au niveau des cuvettes de rétention, courant 2023. L'inspection constate néanmoins, lors de sa visite, que la végétation est toujours présente dans les cuvettes. L'exploitant précise que l'opération devrait être renouvelée en 2024 au vu des pluies fréquentes tombées. Concernant l'encombrement constaté au niveau des cuvettes et rétentions par le rapport de visite annuel de routine réalisé par l'exploitant en 2023 : l'exploitant indique avoir procédé à l'évacuation de certaines tuyauteries non utilisées. D'autres sont encore présentes et seront retirées progressivement. <u>Non-conformité n°20240423-1 :</u> Les rétentions des bacs ne font pas l'objet d'une maintenance appropriée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Modalités de stockage et d'étiquetage des substances et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Règles relatives au stockage des produits et des déchets
Prescription contrôlée : Article 25-I de l'arrêté du 04/10/2010 : Capacité de rétention Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Article 17 du règlement CE n°1272/2008 du 16/12/2008 : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate dans la cour, des stockages de plusieurs types de produits : <ul style="list-style-type: none">- bidon bleu près de la chaudière ;- 2 bouteilles d'acétylène dans la cour ;- des GRV contenant un ancien émulseur sans étiquetage ;- déchets liquides stockés, sans étiquetage, dans des fûts métalliques au niveau du décanteur.

Certains conteneurs de produits dangereux sont étiquetés au moyen d'une fiche qui ne comporte pas les éléments requis par le règlement dit CLP pour « Classification, Labelling, Packaging » (règlement CE n°1272/2008 du 16 décembre 2008).

Non-conformité n°20240423-2 :

Certaines substances dangereuses stockées sur site ne font pas l'objet d'un étiquetage conforme au règlement CLP.

Des produits en cours d'utilisation (émulseur, additifs) sont également entreposés dans la cour. Certains n'ont pas de rétention propre ou pas d'étiquetage.

Non-conformité n°20240423-3 :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Observation n°20240423-5 :

L'exploitant justifiera, au moyen de la fiche de données de sécurité (FDS) de l'acétylène, que les bouteilles d'acétylène présentes sur site sont stockées conformément aux préconisations formulées dans cette FDS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Protection contre les inondations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.71
Thème(s) : Risques accidentels, Inondations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'altitude des équipements associés aux mesures de maîtrise des risques telles que définis au chapitre 7.5 ci-après est supérieure à la cote de la crue centennale. Les moyens de pompage associés au dispositif de protection contre l'incendie du site sont visés par la présente prescription.</p> <p>L'exploitant pourra proposer d'autres solutions techniques répondant aux mêmes impératifs de protection contre les inondations tels que par exemple la rédaction d'une procédure et la signature d'un contrat avec un tiers lui permettant de disposer de moyens de pompage mobile à demeure sur site dans des délais compatibles avec la montée des eaux en substitution des moyens de pompage inondés.</p> <p>Dans ce cas, les raccords de ces moyens mobiles sont prévus à demeure sur site ; les débits et les pressions obtenus à partir de ces moyens sont au moins équivalents à ceux qui seraient inondés et répondent aux exigences de dimensionnement définis à l'article 7.71 du présent arrêté.</p> <p>Les opérations de dépotage sont interdites en cas d'inondation.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité 20160929-F3-NC-6 de l'inspection du 29/09/2016 :</u> <i>L'organisation mise en place par l'exploitant n'a pas permis la mise en place de moyens de pompage mobile de remplacement dans des délais compatibles avec la montée des eaux.</i></p> <p>Dans son courrier du 13/02/2024, l'exploitant a indiqué avoir pris attache d'un cabinet d'ingénierie pour étudier la possibilité de rehausser leur centrale incendie afin qu'elle soit au-dessus de la cote de crue centennale. Cette étude a fait l'objet d'un rapport d'octobre 2023 proposant une rehausse de 1,20m par rapport à la hauteur d'origine.</p> <p>Par la suite, l'exploitant a contractualisé la réalisation des travaux le 11 janvier 2024. Post-inspection, l'exploitant a informé, par courriel du 6 juin 2024, de la réalisation et achèvement des travaux de rehausse, avec photo à l'appui.</p> <p>=> La non-conformité 20160929-F3-NC-6 de l'inspection du 29/09/2016 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance et détection des zones présentant des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conception et aménagement des infrastructures de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Les zones où des vapeurs inflammables ou explosibles sont susceptibles d'apparaître ou de s'accumuler en cas d'incident (pomperie, caniveaux, points bas dans les sous-cuvettes...) sont munies de systèmes fixes de détection de gaz et d'hydrocarbures dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>La surveillance d'une zone ne doit pas reposer que sur un seul point de détection ni sur une détection différée (remplissage préalable de sous-cuvettes de rétention avant détection).</p> <p>L'implantation des détecteurs résultera d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.</p> <p>Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p> <p>En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose d'au moins un détecteur portatif maintenu en parfait état de fonctionnement et accessible en toute circonstance.</p> <p>Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préétabli(s), une alarme sonore et visuelle reportée dans le local exploitation avec localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée. L'alarme sonore est clairement audible par le gardien depuis son logement. Si tel n'est pas le cas, le doublement du report d'alarme est prévu dans les parties privatives du logement de gardiennage.</p> <p>Le traitement de l'information, préalablement défini par l'exploitant en fonction de la position et du nombre de détecteurs ayant réagi, se traduit par :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'appel de l'astreinte,- des procédures à gestion humaine,- et des procédures à caractère automatique par mise en sécurité de l'installation ou par action des systèmes <p>d'arrêt d'urgence, sauf dispositions contraires justifiées.</p> <p>Tout incident ayant entraîné l'arrêt d'urgence d'une l'installation ou d'un ensemble d'installations</p>

donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par une personne déléguée à cet effet.

Constats :

Non-conformité n°20230302-6 de l'inspection du 02/03/2023 : L'exploitant n'a pas déterminé les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité des détecteurs présents dans la zone du poste de chargement camions.

L'exploitant indique dans son courrier du 13/02/2024 avoir procédé au remplacement des sondes de détections défectueuses et a transmis le bon de commande associé.

Il a indiqué procéder à des essais de fonctionnement deux fois par an.

Lors de l'inspection, il a indiqué qu'une procédure de mode dégradé pouvait être mise en place en cas de besoin. Cette procédure consiste en la vérification journalière des fosses du poste de chargement de camions pour s'assurer de l'absence de produit.

Une application de suivi des remontées des alarmes a été installée sur un des PC de la salle de commande. Lors de l'inspection, aucune alarme n'a été constatée sur les détecteurs du poste de chargement de camions.

En séance, l'exploitant a montré à l'inspection le fichier de suivi des détecteurs. Le dernier essai mentionné dans le fichier de suivi est daté du 05/02/2024 et n'indique aucun défaut. Le remplacement des détecteurs ne figurait pas dans ce fichier.

=> La non-conformité n°20230302-6 de l'inspection du 02/03/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : État des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/07/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Non-conformité n°20230302-7 de l'inspection du 02/03/2023 : *Les déchets ne sont pas pris en compte dans l'état des stocks du site.*

Par courrier du 13/02/2024, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks ne comptabilisait pas les déchets. Ces derniers sont affichés au fil de l'eau, sur un tableau en salle de commande. Ces éléments ont été constatés par l'inspection lors de la visite du site.

=> La non-conformité n°20230302-7 de l'inspection du 02/03/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20230302-8 de l'inspection du 02/03/2023: L'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.</u></p> <p>Le registre des équipements sous pression (ESP) transmis par courrier du 13/02/2024 n'est pas complet et n'est donc pas conforme à la réglementation. Il ne comporte pas, notamment, la liste des contrôles périodiques à effectuer pour chaque équipement.</p> <p>=> La non-conformité n°20230302-8 de l'inspection du 02/03/2023 est maintenue.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni un registre complet de ses équipements tel que prévu par la réglementation.</p> <p>Il convient que le registre des équipements sous pression présente, pour chaque équipement, les éléments requis par l'article 6-III de l'arrêté ministériel, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none">1/ le type (récipient, générateur de vapeur, tuyauterie) ;2/ le régime de surveillance (avec plan d'inspection / sans plan d'inspection) ;3/ les dates de dernière et prochaine inspections périodiques ;4/ les dates de dernière et prochaine requalifications périodiques. <p>L'exploitant a indiqué que la chaudière figurant dans la liste des ESP est au chômage. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que cette chaudière était au chômage.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que des consignes sont à respecter pour préserver le bon état des chaudières qui sont mises en sommeil, notamment au travers de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 : «<i>En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément au guide de sécurité industrielle en vigueur.</i> » en établissant,</p>

notamment, une fiche de consignes visant à assurer le bon état des canalisations de la chaudière en sommeil.

Observation n°20240423-6 :

L'exploitant veillera à prendre toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche de la chaudière en sommeil, conformément à l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, avec notamment l'établissement d'une fiche de consignes, visant à assurer le bon état des canalisations.

Non-conformité n°20230302-9 de l'inspection du 02/03/2023 : *L'exploitant ne dispose pas du dossier associé à l'exploitation du compresseur SIAP 04632 précisant l'ensemble des caractéristiques techniques de l'équipement ainsi que les conclusions des inspections et requalifications réalisées.*

L'exploitant a fourni par courrier du 13/02/2024 le dossier du compresseur ainsi que le duplicata du carnet d'entretien. Ces documents ne sont pas complets et ne démontrent pas que des inspections et requalifications périodiques ont été réalisées.

L'exploitant indique cependant que le compresseur d'air sera très prochainement remplacé. A ce titre, il a présenté un bon de commande daté du 17 avril 2024. Le compresseur d'air a néanmoins fait l'objet d'un entretien le 04/03/2024 en attendant son remplacement.

=> Dans l'attente de la réception des justificatifs du remplacement du compresseur, la non-conformité n°202300302-9 de l'inspection du 02/03/2023 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p><u>Demande n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> L'exploitant mettra à jour son rapport d'accident afin que celui-ci comporte l'analyse des causes profondes (matérielles et organisationnelles) et la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'actions.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a transmis l'arbre des causes, l'analyse des mesures d'amélioration ainsi que le rapport d'accident mis à jour par courriel du 20/05/2024.</p> <p>=> La demande n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.11
Thème(s) : Risques accidentels, Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est équipée de dispositifs permettant de supprimer les effets des courants de circulation et l'électricité statique entre la tuyauterie fixe de chargement/déchargement et le chaland pendant les opérations.</p> <p>L'exploitant met en œuvre tout dispositif permettant de limiter la quantité de produit susceptible d'être rejetée en cas de fuite, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- les lignes de transfert du navire vers les stockages de l'établissement sont équipées d'un dispositif interdisant la vidange gravitaire vers le navire (type clapet anti-retour) et de vannes de sectionnement placées au départ et à l'arrivée des capacités de stockage. Ces équipements doivent permettre de réaliser des isolements sécurisés de tronçons de lignes afin de réduire, lors de leur altération éventuelle, l'impact sur le milieu récepteur ;- l'extrémité des canalisations fixes de chargement ou de déchargement, côté appontement, est équipé de vannes à fermeture rapide. <p>Tout rejet accidentel en Seine est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai.</p> <p>L'exploitant est équipé d'un barrage flottant limitant l'épandage accidentel d'hydrocarbures sur la rivière Seine et de moyens adéquats pour le mettre en œuvre dans des délais courts. L'appontement est doté de points d'ancrage pour ce barrage flottant. Par ailleurs, un petit barrage flottant est installé de façon permanente au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine.</p> <p>Toute opération est effectuée sous le commandement du responsable désigné du dépôt.</p> <p>Des dispositifs d'arrêt d'urgence ainsi que des moyens de transmissions rapides d'exécution des ordres sont disposés afin d'assurer un arrêt de pompage immédiat en cas de nécessité.</p> <p>En complément du matériel de sécurité devant être présent à l'appontement, l'établissement dispose à proximité de celui-ci des moyens et matériels nécessaires pour contenir un feu à bord du navire ou dans son environnement proche.</p> <p>Ces moyens et matériels doivent pouvoir être rapidement installés et actionnés par une seule personne.</p> <p>La ligne de transfert du navire vers le stockage de l'établissement est équipée d'un dispositif</p>

interdisant la vidange gravitaire de celui-ci vers le navire. Par ailleurs, l'extrémité des canalisations fixes de chargement ou de déchargement, côté appontement, est équipée de vannes à fermeture rapide.

Des consignes définissent de manière précise les opérations de contrôle préalable, raccordements, et vérifications ultimes que doivent effectuer les opérateurs avant tout transfert de produit. Elles sont affichées de façon synthétique sur l'appontement.

Les opérations de transfert ne peuvent avoir lieu qu'en présence du personnel du navire et de deux personnes du dépôt demeurant à terre, dont l'une à proximité de l'appontement.

Les personnels à bord et à terre sont équipés de moyens de communication permanente par radio.

Le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert est préalablement formé aux manipulations à réaliser, aux risques présentés, et aux opérations de mise en sécurité du dépôt, ainsi qu'à la transmission d'alerte.

Avant toute opération de dépotage (chargement ou déchargement), l'exploitant s'assure :

- du niveau de remplissage des bacs ;
- du bon fonctionnement des détecteurs de niveau ;
- que les consignes définissant les opérations à effectuer (contrôles préalables, raccordements, conduite à tenir, etc.) ainsi que la répartition entre les différents intervenants, soient rappelées par le responsable désigné du dépôt.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le barrage flottant mentionné dans le P.O.I. puisse être facilement et rapidement mis en place avant l'intervention des secours extérieurs dès qu'un accident notable apparaît à l'intérieur de l'établissement et à chaque fois qu'une péniche s'apprête à recevoir ou à décharger des hydrocarbures.

Constats :

Non-conformité n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 : *Le rejet accidentel en Seine n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai.*

L'exploitant a indiqué par courrier du 30/04/2024 qu'il porterait désormais à la connaissance de l'inspection et sans délai, tout rejet accidentel en Seine.

=> La non-conformité n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Non-conformité n°20240223-2 de l'inspection du 23/02/2024 :

Un barrage flottant n'est pas installé de façon permanente au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de barrages flottants permanents au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine.

L'exploitation précise qu'ils ont été mis en place dès le 25 février 2024.

=> La non-conformité n° 20240223-2 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Non-conformité n°20240223-3 de l'inspection du 23/02/2024 : Des consignes définissant les opérations de contrôle préalable, raccordements, et vérifications ultimes que doivent effectuer les opérateurs avant tout transfert de produit ne sont pas affichées de façon synthétique sur l'appontement.

Lors de sa visite, l'inspection a pu constater la présence de consignes de contrôle préalable et de raccordement, apposées au niveau du poste de chargement par bateau.

=> La non-conformité n° 20240223-3 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Non-conformité n°20240223-4 de l'inspection du 23/02/2024 : Les opérations de transfert par bateau sont effectuées sans que l'une des personnes du dépôt demeurant à terre ne soit présente à proximité de l'appontement pendant toute la durée de l'opération.

Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant a indiqué « qu'un opérateur de cour ou une personne administrative se relaie afin d'assurer une présence quasi-permanente au quai de Seine lors d'un déchargement de gazole ».

L'inspection a vérifié lors de sa visite le dernier bordereau de « transfert hors d'eau » concernant un dépotage bateau, daté du 18 avril 2024 ; ce bordereau mentionnait le nom d'un opérateur du site mais ne comportait cependant pas sa signature, ce qui ne permettait pas de justifier de sa présence permanente pendant toute la durée de l'opération.

=> La non-conformité n°20240223-4 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue.

Demande n°20240223-2 de l'inspection du 23/02/2024 : L'exploitant justifiera que le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert (par camion et/ou bateau) a suivi une formation dédiée aux manipulations à réaliser et aux risques présentés, ainsi qu'aux opérations de mise en sécurité du dépôt.

Ce point n'a pas été traité en séance mais a fait l'objet d'une analyse au regard des documents transmis post-inspection.

Dans le rapport annuel du conseiller à la sécurité du 31/03/2023, transmis par courriel en date du 26/02/2024, il est indiqué la présence de 10 agents dont 9 formés entre 2018 et 2021 ; une formation de recyclage a été recommandée à l'issue du contrôle (page 21 du rapport).

Par ailleurs, le document suppose la présence d'intérimaire dont aucun nom n'est mentionné comme formé.

Le nom de la personne indiquée sur le bordereau de transfert par eau du 18/04/2024 ne fait pas partie de la liste de la page 21 du rapport, laissant supposer qu'il s'agit d'un intérimaire et qu'il n'est pas formé.

L'inspection constate l'absence de formation pour les intérimaires et nouveaux agents ainsi que l'absence de programmation de session de recyclage pour le personnel depuis 2021 dans le rapport transmis.

=> La demande n°2240223-2 de l'inspection du 23/02/2024 est remplacée par la non-conformité suivante :

Non-conformité n°20240423-4 :

Le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert n'est pas préalablement formé aux manipulations à réaliser, aux risques présentés, et aux opérations de mise en sécurité du dépôt, ainsi qu'à la transmission d'alerte.

Demande n°20240223-3 de l'inspection du 23/02/2024 : L'exploitant démontrera qu'il s'assure, avant toute opération de dépotage, du niveau de remplissage des bacs et du bon fonctionnement des détecteurs de niveau.

Par courrier du 30/04/2024, l'exploitant a précisé que : « Avant tout déchargement, le bureau vérifie les creux en bacs et prévoit les réservoirs qui seront en remplissage selon les creux disponibles. ». L'exploitant a indiqué qu'il contrôlait également les alarmes de niveau haut et très haut.

=> La demande n°20240223-3 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Non-conformité n°20240223-5 de l'inspection du 23/02/2024 : L'exploitant ne dispose pas des 60 m de barrages flottants mentionnés dans le POI.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de plus de 60 m de barrages flottants, tels que mentionnés dans le POI, répartis ainsi :

- quelques mètres enroulés sur la plateforme d'appontement (quai)
- le reste est stocké dans le local chaufferie

Cette information a été confirmée dans le courrier du 30/04/2024 de l'exploitant (62 m stockés).

=> La non-conformité n° 20240223-5 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Si le poste est équipé d'une passerelle, chaque niveau dispose d'un tel dispositif.</p> <p>Pour les postes des installations de chargement ou de déchargement par voie maritime ainsi que les postes des installations de déchargement par gravité qui ne sont pas équipés d'un tel dispositif, une procédure d'arrêt d'urgence est mise en place. Elle prévoit a minima une fermeture rapide des vannes de sectionnement ou un arrêt des pompes de transfert.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-6 de l'inspection du 23/02/2024 : Les installations de chargement ou de déchargement par bateau ne sont pas pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables.</u></p> <p>Post-inspection, dans son courriel du 30 avril, l'exploitant a indiqué avoir remis en service sa « prise blanche » reliant le bateau et le bureau d'exploitation, qui active les fonctions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Si arrêt d'urgence à bord du bateau, un buzzer se fait entendre au bureau ;- Si arrêt d'urgence EPHS, avertissement au bateau et coupure de ses pompes de transfert arrêtant le déchargement <p>L'inspection constate qu'il s'agit d'une mesure organisationnelle mise en place pour réagir en cas d'urgence mais l'exploitant ne prévoit pas de mettre en place un arrêt d'urgence sur ses installations de déchargement par bateau.</p> <p>=> <u>La non-conformité n°20240223-6 de l'inspection du 23/02/2024 n'est pas levée.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Éclairage et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Les tuyauteries, les flexibles et les bras articulés sont suffisamment éclairés pour permettre d'effectuer commodément leur surveillance, leur accouplement et leur désaccouplement.</p> <p>Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence est mise en place afin de rendre leur manœuvre plus rapide.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-7 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence n'est pas mise en place afin de rendre leur manœuvre plus rapide.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'une plaque gravée signalisant la présence d'une vanne de sectionnement.</p> <p>Aucune signalisation des arrêts d'urgence n'a été constatée.</p> <p>=> <u>La non-conformité n°20240223-7 de l'inspection du 23/02/2024</u> est levée concernant la signalisation des vannes de sectionnement mais n'est pas levée concernant la signalisation des arrêts d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Opérations de chargement-déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas du chargement ou déchargement par voie fluviale ou maritime :</p> <ul style="list-style-type: none">- les opérations de chargement et de déchargement sont opérées sous la surveillance permanente de personnel, apte à intervenir et compétent, afin de détecter les fuites éventuelles et alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 minutes ;- l'exploitant dispose des moyens humains et matériels en quantité et en capacité suffisantes pour faire face à tout épandage de liquides inflammables. Ces moyens, constitués pour la partie matérielle de barrages flottants, de produits dispersants, de produits absorbants ainsi que de moyens de pompage et de stockage des liquides inflammables récupérés, lui sont propres ou peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou un accord préalablement établi avec les services d'incendie et de secours. Le lieu de stockage des moyens matériels propres à l'exploitant est choisi de façon à limiter les délais d'intervention. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux liquides inflammables miscibles à l'eau. <p>Les dispositions de l'article 14-2 sont applicables au 1er janvier 2014 aux installations existantes.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-8 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> Les opérations de déchargement ne sont pas opérées sous la surveillance permanente de personnel, apte à intervenir et compétent, afin de détecter les fuites éventuelles et alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 minutes.</p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant a indiqué « qu'un opérateur de cour ou une personne administrative se relaie afin d'assurer une présence <u>quasi</u>-permanente au quai de Seine lors d'un déchargement de gazole ».</p> <p>L'inspection a pu constater en séance la présence du dernier bordereau de « transfert hors d'eau » concernant le dépotage bateau, daté du 18 avril 2024, qui mentionnait le nom d'un opérateur du site mais ne comportait cependant pas sa signature et ne justifiait ainsi pas sa présence permanente pendant toute la durée de l'opération.</p> <p>=> <u>La non-conformité n°20240223-8 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue.</u></p> <p><u>Non-conformité n°20240223-9 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> L'exploitant ne dispose pas de moyens matériels en quantité suffisante pour faire face à tout épandage de liquides inflammables.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son courriel du 30 avril 2024, disposer de plus de 62 mètres de barrage</p>

entreposés dans sa chaufferie (voir réponse à la non-conformité n°20240223-5 du point de contrôle n°14).

Il a précisé également disposer de feuilles d'absorbant et de produit dispersant en complément.

=> La non-conformité n°20240223-9 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Observation n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 : Il convient que l'exploitant mentionne, dans son POI, les informations utiles et relatives à l'utilisation des moyens matériels en cas d'épandage, et notamment :

- les quantités de produits (barrages flottants, produits dispersant et absorbant, capacités de stockage des liquides inflammables récupérés) requises sur site pour faire face à tout épandage de liquides inflammables,
- la localisation des stockages des produits susvisés avant usage,
- la localisation des stockages des produits susvisés après usage,
- le contact de la société avec laquelle un contrat a été passé pour intervention rapide et pompage des liquides inflammables.

Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant a indiqué que la révision partielle du POI avait été confiée à un cabinet d'étude.

=> L'observation n°20240223-1 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Perte de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-6
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'une perte de confinement sur un équipement d'une installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables peut être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression sont susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site, une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place, sauf si l'exploitant est en mesure de démontrer dans l'étude de dangers que cette fuite peut être détectée et arrêtée à temps par la personne procédant au chargement ou au déchargement. Cette disposition est applicable au 1er janvier 2017 aux installations existantes.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-10 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> <i>L'exploitant n'a pas évalué si une perte de confinement sur un équipement d'une installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables (par voie fluviale ou terrestre) pouvait être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression seraient susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site. Si tel est le cas, des détecteurs de présence de liquides inflammables (détection liquide ou gaz) devront être mis en place.</i></p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant indique qu'une évaluation de la perte de confinement est en cours par un bureau d'études.</p> <p>Il indique qu'un détecteur de présence de liquide a été installé dans le bac à égouttures avec un report d'alarme au bureau.</p> <p>=> La non-conformité n°20240223-10 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 21-1
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amené à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les règles concernant l'interdiction de fumer ;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans l'installation sans autorisation ;- l'obligation d'une autorisation telle que prévue à l'article 32 du présent arrêté (permis de travail) ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site et des services d'incendie et de secours.
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-11 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> L'exploitant ne dispose pas de consigne précisant les mesures à prendre en cas de fuite sur une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'exploitant veillera à intégrer un scénario d'épandage de substance dangereuse (liquide inflammable et solution azotée) à son POI.</p> <p>Ce scénario devra notamment préciser les dispositions spécifiques à mettre en œuvre en cas de pollution de la Seine.</p> <p>En cas d'occurrence de ce dernier cas, il convient que l'exploitant informe, a minima, l'ARS, l'unité départementale de Seine et Marne de la DRIEAT, le Service Politiques et Police de l'Eau (SPPE) de la DRIEAT et le SDIS, ce qui devra donc figurer dans le POI.</p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant a indiqué que la mise à jour du P.O.I avec un scénario d'épandage au quai de Seine était en cours.</p> <p>=> La non-conformité n°20240223-11 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue dans l'attente de la transmission du P.O.I actualisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Chargement-déchargement par voie fluviale ou maritime

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Lors des chargements et déchargements par voie fluviale ou maritime, les opérations de connexion des bras de transfert aux navires et bateaux de navigation intérieure sont effectuées en présence d'une personne désignée par l'exploitant et d'un représentant du bord.</p> <p>Une liaison est prévue entre l'installation de pompage et l'installation réceptrice pour assurer une exécution rapide des ordres donnés, un contrôle constant de l'allure du transvasement et, en cas d'incident, un arrêt rapide des groupes de pompage.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-12 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> <i>Lors des déchargements par voie fluviale, les opérations de connexion des bras de transfert aux bateaux ne sont pas effectuées en présence d'une personne désignée par l'exploitant.</i></p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant précise qu'un opérateur et une personne administrative sont désignées pour chaque opération de transfert et leurs noms sont consignés sur le « bordereau de transfert eau ».</p> <p>En séance, l'inspection a pu constater cette mention sur un bordereau daté du 18 avril 2024 sans que celui-ci ne soit signé par la personne supposée désignée. Enfin, le nom de cette personne ne figurait pas parmi ceux des personnes formées.</p> <p>=> La non-conformité n°20240223-12 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Risques de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-13 de l'inspection du 23/02/2024 : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).</u></p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant indique avoir missionné une société afin d'effectuer en priorité un contrôle par ultrasons de sa canalisation d'approvisionnement de gazole allant du quai de Seine jusqu'aux réservoirs de stockage.</p> <p>Par la suite, il prévoit d'effectuer des campagnes de surveillance annuelles portant sur la corrosion, fatigues et agressions externes des autres canalisations.</p> <p>=> La non-conformité n°20240223-13 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Inspection périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité. Les dispositifs techniques de sécurité sont maintenus au niveau de fiabilité de conception et dans un état fonctionnement tel que défini dans des procédures écrites.</p> <p>Ce programme d'inspection est mis en place dans les installations existantes au plus tard le 31 décembre 2013.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-14 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> <i>L'exploitant ne met pas en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité.</i></p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant indique la mise en place d'un programme d'inspection périodique selon le guide DT96 avec changement annuel du flexible de dépotage d'hydrocarbures, suivi des pompes, des bras de chargement, des réservoirs des rétentions, des EIPS et des tuyauteries.</p> <p>=>La non-conformité n°20240223-14 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue dans l'attente de la vérification des documents associés aux contrôles réalisés par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Gestion des déchets liés à l'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
Constats : <p><u>Demande n°20240223-4 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> <i>L'exploitant transmettra l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets attestant de l'évacuation des déchets en lien avec le déversement accidentel de gazole du 22 février 2024 (eaux hydrocarburées pompées, végétaux évacués, barrages absorbants flottants, etc.)</i></p> <p>L'exploitant a transmis l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets relatifs au déversement accidentel de gazole du 22 février 2024 (eaux hydrocarburées pompées, végétaux évacués, barrages absorbants flottants, etc.).</p> <p>=> La demande n°20240223-4 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice de l'application des réglementations qui concernent les mesures de maîtrise des risques, l'exploitant doit être en mesure de justifier les choix de conception des mesures de maîtrise des risques mises en place sur ses installations. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant démontre dans sa documentation que les défaillances, y compris électroniques, de toutes ses mesures de maîtrise des risques techniques et mixtes basées sur des systèmes instrumentés de sécurité sont signalées par des alarmes automatiques ou une mise en position de sécurité.</p> <p>Ces équipements font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques.</p> <p>La conception et l'implantation de ces équipements tiennent compte de leur maintenance et de leurs vérifications périodiques, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20240223-15 de l'inspection du 23/02/2024 :</u> <i>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les choix des mesures de maîtrise des risques mises en place afin de rendre acceptables les phénomènes dangereux associés à l'exploitation de ses installations.</i></p> <p>→ <i>En conclusion de ce constat, il convient que l'exploitant révise son étude de dangers.</i></p> <p>Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant indique que la révision de l'étude de dangers est en cours et a été confiée à deux prestataires.</p> <p>=> La non-conformité n°20240223-15 de l'inspection du 23/02/2024 est maintenue dans l'attente de la transmission de l'étude de dangers révisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 27 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/03/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques chroniques, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : <u>Article 4 : mesures de gestion</u> Au regard des résultats des analyses visées à l'article 3, une étude des mesures de gestion à engager en vue de supprimer l'éventuelle pollution de la berge susvisée et de couper le transfert de cette pollution est réalisée et transmise au préfet de Seine-et-Marne dans un délai d' <u>un mois</u> à compter de la notification du présent arrêté. Après validation des mesures de gestion par le préfet de Seine-et-Marne, l'exploitant met en œuvre les mesures de gestion dans un délai de <u>4 mois</u> à partir de la notification du présent arrêté. <u>Article L.512-20 du CE</u> En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. Constats : <u><i>Demande n°20240223-5 de l'inspection du 23/02/2024 : L'exploitant devra mettre en œuvre des mesures conservatoires pour rechercher l'existence d'une pollution sur la berge, évaluer son étendue et proposer des mesures de gestion visant à supprimer la pollution ainsi qu'à couper les voies de transfert de cette dernière.</i></u> <i>À ce titre, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'accident du 22 février 2024 au travers d'un arrêté préfectoral prescrivant des mesures d'urgence à la société EPHS pour son site de La Rochette.</i> Dans son courrier du 30/04/2024, l'exploitant indique que des investigations ont été réalisées par un prestataire sur la berge en bord de Seine, avec des sondages au carottier battu et avec analyse des échantillons. Le rapport d'étude transmis à l'inspection le 5 avril 2024, conclut à l'absence de contamination pour les composés recherchés au droit de l'ensemble des sondages. Néanmoins, le rapport mentionne la présence, localement en surface au-dessus du revêtement en béton de la berge et au droit de la zone potentiellement impactée, d'une petite couche de terre végétale mélangée à de l'absorbant présentant des indices de type hydrocarbures. Le bureau d'études a ainsi préconisé le retrait et l'évacuation de la couche de terre végétale mélangée à de l'absorbant présentant des indices précis à fort de type hydrocarbures. Après validation des propositions du bureau d'études par l'inspection des installations classées le 16/04/2024, l'exploitant a procédé au décapage des terres souillées en surface de la berge. L'inspection a pu constater, lors de sa visite, les zones de berges ayant fait l'objet de décapage.

L'inspection a acté par courrier du 09/07/2024, le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 6 mars 2024.

=> La demande n°20240223-5 de l'inspection du 23/02/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite